Document generated on 07/11/2025 10:21 p.m.

Continuité

CONTINUITÉ

Le patrimoine architectural en milieu rural

Paul-Louis Martin

Number 94, Fall 2002

20 ans de patrimoine

URI: https://id.erudit.org/iderudit/16248ac

See table of contents

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)
1923-2543 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Martin, P.-L. (2002). Le patrimoine architectural en milieu rural. *Continuité*, (94), 38–40.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

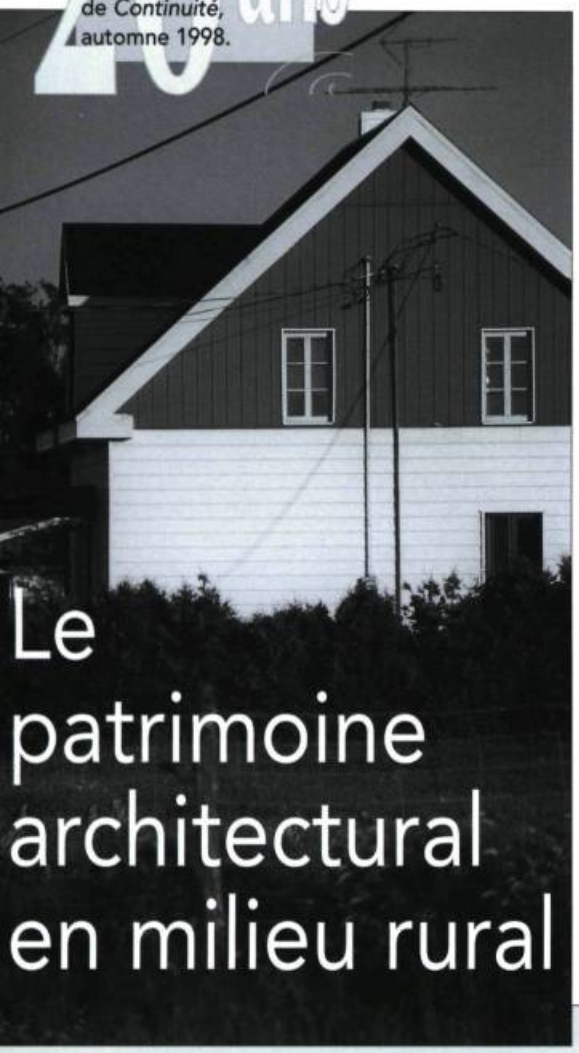
érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

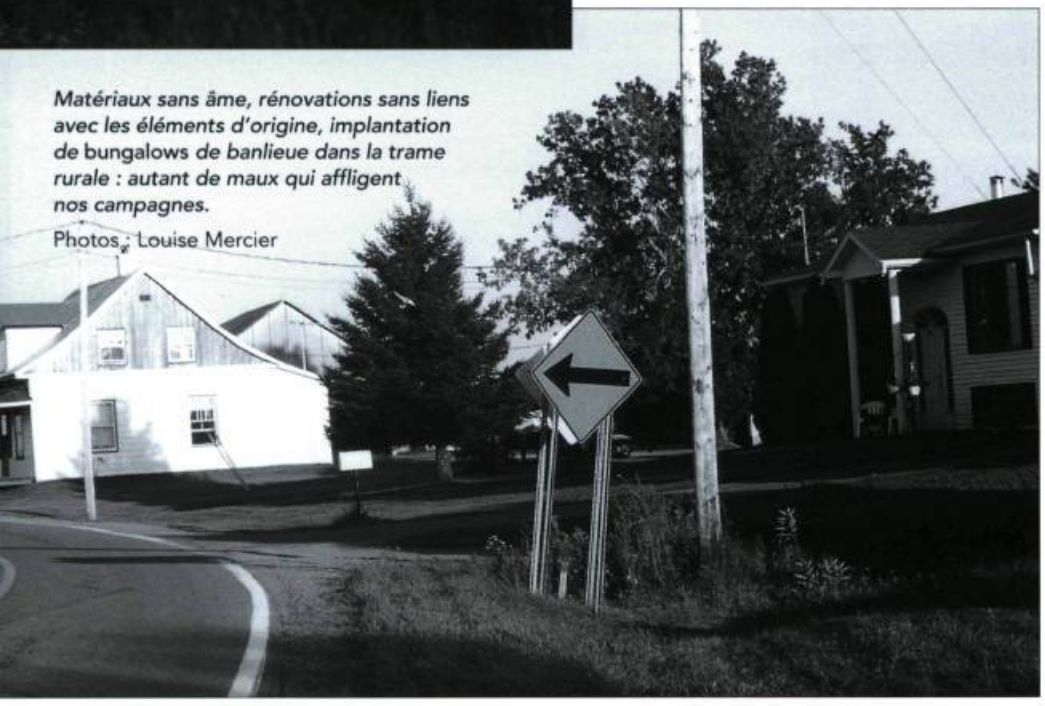
https://www.erudit.org/en/

Une première version de cet article a été publiée dans le numéro 78 de *Continuité*, automne 1998.



Le patrimoine architectural en milieu rural

Si rien n'est fait pour sauver le patrimoine de nos campagnes, il ne nous restera plus bientôt que quelques lieux de tournage de films et deux ou trois beaux livres d'images pour entretenir une vague nostalgie du patrimoine culturel des ruraux. L'heure est à l'action, car il y a péril en la demeure.



Matériaux sans âme, rénovations sans liens avec les éléments d'origine, implantation de bungalows de banlieue dans la trame rurale : autant de maux qui affligent nos campagnes.

Photos : Louise Mercier

par Paul-Louis Martin

L'état de notre héritage rural, paysager et architectural confine à la catastrophe. Baignant dans un contexte de dépopulation et dans un appauvrissement constant, encaissant les outrages d'un économisme à courte vue et souffrant de l'absence dramatique de conscience patrimoniale chez la grande majorité des élus locaux, ce patrimoine subit les affronts d'une modernisation sauvage et les ravages d'une rénovation tous azimuts. Des villages entiers passent au plastique, on banalise à qui mieux mieux les immeubles, les dépendances et surtout les maisons, on gomme l'originalité et la diversité des détails d'exécution, on oublie les couleurs et les matériaux qui les différenciaient.

Nos campagnes sont propres, ordonnées, mais ce qu'elles gagnent en propreté, elles le perdent en caractère. Tels villages des Bois-Francs, de Charlevoix, du Bas-Saint-Laurent ou de la Gaspésie, hier si particuliers, si différents et pleins de surprises, n'offrent plus aucun intérêt. Les rangs et les espaces ouverts se déstructurent tout autant que les ensembles villageois, gâchés les uns et les autres par le développement linéaire ou un mauvais zonage et par un manque de sensibilité à l'égard des trames anciennes. Nos paysages ruraux deviennent de plus en plus tristes, et surtout sans mémoire. Nos campagnes sombrent dans l'incohérence, voire la quétainerie. Si nos paysages sont si mal en point, serait-ce que nos valeurs s'effilochent elles aussi ? Est-il déjà trop tard pour réagir ? Pourquoi faudrait-il réorienter les choses ?

Déficit patrimonial

Un fait apparaît certain : nous avons fait et nous faisons encore trop peu pour conserver et utiliser l'héritage paysager rural. Nous en sommes au point où nous « chauffons la maison avec les meubles ». Le jour n'est pas très loin – il est même déjà arrivé, selon des témoignages de plus en plus nombreux – où l'habitat rural ne pourra plus miser sur sa différence avec l'habitat urbain ou périurbain. Sera alors bel et bien consommé ce que des observateurs ont déjà pressenti depuis le début de ce siècle et qu'ils ont nommé « la fin

des campagnes ». La logique industrielle de la standardisation aura finalement avalé la campagne : la culture urbaine achèvera d'occuper tout l'espace, tant physique que mental.

D'entrée de jeu, arrêtons-nous sur quelques idées reçues qui servent d'abris commodes à tous ceux qui démissionnent devant la tâche à accomplir. Certains prétendent que le patrimoine architectural se renouvelle, qu'il va s'en créer un nouveau au fil des ans, et que l'héritage des époques antérieures fera place à des immeubles tout autant représentatifs de ce que nous sommes. Eh bien, non ! Ce n'est plus le cas depuis au moins un demi-siècle. Oui, c'est vrai que notre architecture populaire s'est toujours nourrie d'emprunts, à la fois techniques et stylistiques, mais cette raison bâtisseuse qui a produit la maison canadienne, ou québécoise, a procédé par adaptation et rarement par adoption servile, pure et simple. Or, depuis un demi-siècle, nous n'inventons plus d'architecture rurale spécifique. Nous avons laissé les formes et les modèles industriels de type urbain dominer nos espaces ouverts. Nous n'avons pas su renouveler les formes architecturales qui nous étaient familières et qui distinguaient, subtilement mais sûrement, les régions rurales les unes des autres.

Regardons autour de nous. Partout nous trouvons cette architecture de banlieue, fonctionnelle certes, mais banale et standardisée jusqu'à l'ennui. Il y a sans doute là un gain normatif pour le confort, le bien-être des individus, mais il y a là aussi une perte de sens, de représentation collective.

Là où il aurait fallu inventer des formes en continuité, domestiquer l'étalement linéaire, faire place aux matériaux du secteur et revivifier l'esthétique régionale tout en répondant aux normes et aux exigences de confort, on a renoncé. Les suites nous explosent aujourd'hui en plein visage : à très court terme, plus rien dans les paysages bâtis ne distinguera les campagnes québécoises les unes des autres, ni même de toute campagne nord-américaine.

La situation apparaît dramatique, car elle reflète aussi l'uniformité culturelle qui la sous-tend. Il n'est pas nécessaire d'être bien calé en anthropologie pour comprendre qu'une société humaine ne s'exprime pas seulement par sa langue et ses institutions, mais aussi par sa façon d'habiter, par son architecture, dans ses rapports à la matière. Cette société, la nôtre, qui se voudrait distincte, elle le devient ainsi de moins en moins.

Le défi identitaire

De deux choses l'une, ou on baisse les bras, ou on relève le défi de la revitalisation de l'architecture domestique régionale. D'autres pays le font déjà : leurs créateurs ont repris la planche à dessin et remis en vigueur et au goût du jour l'esprit des lieux. Le patrimoine architectural, comme la culture d'ailleurs, est un champ dynamique, qui peut servir de fondement à l'inspiration. Nous reconnaître nous-mêmes dans notre architecture et nous faire reconnaître à travers elle sur ce continent, n'est-ce pas là une des obligations que nous impose la mondialisation des échanges ?

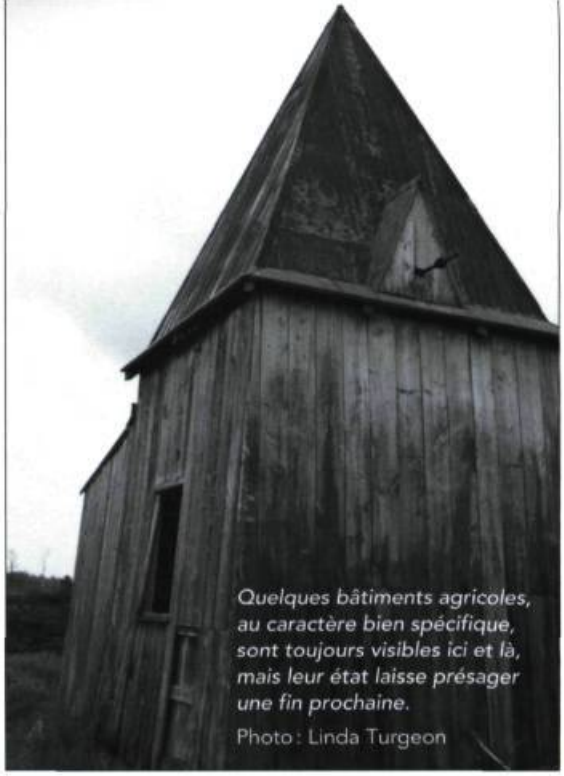
Le défi de la reconstruction ne rend que plus pressante la conservation respectueuse du patrimoine existant. Une situation d'urgence, apparemment paradoxale, devrait nous inspirer : nombre d'urbains semblent attirés par le charme et la personnalité des vieilles maisons de campagne qu'ils entreprennent de restaurer alors que les ruraux transforment avec fierté leurs habitations en les mettant à la mode des banlieues.

La question est complexe, car elle touche aux représentations de soi. Les comportements des ruraux expriment en effet aussi bien des raisons pratiques, économiques et rationnelles que des motivations sociales, de l'ordre de la perception et de l'expression de soi. Une œuvre d'architecture, c'est bien sûr un abri, mais c'est aussi une image de soi que l'on projette. Or, les résidants des campagnes semblent oublier une dimension fondamentale : celle de l'authenticité des rapports à la nature et à la matière, de la simplicité sans fard des matériaux vernaculaires. Retirons cette dimension des paysages et des architectures locales et nous allons ruiner les valeurs les plus sûres des relations villes–campagnes. En d'autres termes, en continuant de s'aligner sur les modèles urbains, nos campagnes mangent une partie précieuse de leur capital et de leur potentiel de différenciation culturelle, ce qui s'appelle aussi « chauffer la maison avec les meubles ».

D'autres idées reçues veulent que l'intervention des pouvoirs publics ne soit pas nécessaire, puisqu'il s'agit là d'une question de choix individuel, de libre arbitre que les forces du marché viennent réguler.

C'est là une double erreur de perspectives ! Ou bien le patrimoine rural constitue une ressource rare et en danger, ou bien il n'offre aucun intérêt collectif. Dans ce dernier cas, tournons la page et laissons à quelques nostalgiques le soin de sauvegarder ici et là quelques spécimens, puis passons à autre chose : notre patrimoine rural et nos paysages historiques finiront leur vie utile en centres d'interprétation, comme les animaux exotiques dans un zoo.

Si, au contraire, notre héritage architectural et paysager représente quelques valeurs liées au respect de nous-mêmes et du bien commun, cessons alors de jouer à l'autruche et mettons en place un train de mesures susceptibles de ralentir la banalisation des architectures et d'infléchir les choix individuels. Nous avons besoin d'une vaste opération du type « patrimoine



Quelques bâtiments agricoles, au caractère bien spécifique, sont toujours visibles ici et là, mais leur état laisse présager une fin prochaine.
Photo : Linda Turgeon

Préservées de façon respectueuse au fil des siècles, ces maisons vernaculaires de L'Ange-Gardien sur la côte de Beaupré témoignent de l'identité québécoise.
Photo : François Rivard

Une belle grange ronde des Cantons-de-l'Est.
Photo : Jocelyn Boutin

populaire » et non pas de demi-mesures comme il en pousse périodiquement.

Tous les Québécois ont un droit à la mémoire des choses. Il semble qu'aucun des ministres responsables de la culture, depuis 35 ans, n'ait réfléchi, et encore moins n'ait agi, en s'inspirant de cette philosophie d'action. Autrement, ils n'auraient pas laissé pourrir des outils aussi essentiels que l'Inventaire des biens culturels et les services du patrimoine. Ils auraient investi dans la matière grise plutôt que dans le béton, ils auraient accouché d'une vraie politique du patrimoine architectural et du cadre de vie. On se demande d'ailleurs si le mandat de la conservation du patrimoine architectural a encore une place au ministère de la Culture et des Communications; le mot *patrimoine* ne figure même plus dans un seul de ses services.

Pour combattre la banalisation

Afin d'inverser la tendance lourde à la banalisation de l'architecture populaire, il faut rendre financièrement possible ce qui est socialement désirable en comblant au plus tôt l'écart entre la rénovation grossière et l'intervention plus respectueuse. Pour ce faire, il conviendrait de mettre en place divers moyens, comme :

- offrir des services de consultation architecturale fiables et de qualité, gratuits ou à coût modique, dans chaque MRC. Il faut créer au sein de ces organismes un noyau permanent de professionnels de l'architecture et des paysages, dotés d'un mandat clair et de moyens réels. Chaque région compte de nombreux jeunes praticiens prêts à dynamiser ces officines frileuses et déjà sclérosées. Donnons-leur une chance de se faire valoir ;
- établir un processus de certification d'entrepreneurs qualifiés et disposant d'artisans traditionnels reconnus. Ou offrir à tout le moins un encadrement technique adéquat en mettant à contribution les expériences et les banques de données du Conseil des monuments et sites du Québec, de l'Association des amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec et d'autres organismes associatifs ;
- mettre en place des programmes de gel ou d'étalement des hausses de taxes foncières pour les propriétaires qui respectent certains critères d'intervention ;
- accorder des subventions directes à la restauration fine et à la modernisation soignée, à partir d'un fonds régional alimenté par une dotation, des donations ou, même, par une contribution annuelle des établissements hôteliers et touristiques, qui profiteront eux aussi de la beauté des paysages bâtis. Dans plusieurs pays, en France notamment, 1 % des recettes du tourisme est dédié à la préservation du patrimoine immobilier. Voilà qui s'appelle prévoir et gouverner ;
- adapter les programmes, existants ou à venir, de rénovation et d'isolation résidentielles afin d'éviter que ne se reproduisent les ravages des années antérieures. Le dernier programme de rénovation résidentielle du ministère des Affaires municipales (1998) ne comporte aucune exigence architecturale ni mesure incitative pour les propriétaires de maisons anciennes... ;
- instaurer à l'échelle régionale des concours et des prix de mérite afin de stimuler l'intérêt et d'inscrire le respect de l'héritage architectural dans les pratiques usuelles ;
- intervenir dans le domaine du zonage pour que soient reconnus les secteurs paysagers ou villageois les plus sensibles et les unités les plus caractérisées. Dans tout le Québec, on dénombre à ce jour à peine 200 maisons rurales protégées par un statut. Si on exclut les environs de Québec et de Montréal, on n'en compte même pas une par MRC.

Ce ne sont que quelques suggestions concrètes pour ceux qui veulent vraiment revitaliser nos campagnes et miser sur leurs atouts. Mais il faut pour ce faire un minimum de conscience sociale et un peu de courage politique. Jusqu'à maintenant, c'est plutôt la mollesse, la timidité et l'inaction qui nous paralysent. Et la maladie qui se répand dans les paysages de nos campagnes ressemble fort à de la défiguration systémique. On se demandera ensuite où est passée la qualité de vie en milieu rural...

Paul-Louis Martin est ethnologue et professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

ethnoscop

Études et communications
en archéologie et en patrimoine culturel

Siège social :
88 rue de Vaudreuil, local 3
Boucherville, Qc, J4B 5G4
(450) 449-1250

Bureau Montréal :
2312, rue Jean-Talon
Montréal (Québec), H2E 1V7
(514) 728-2777

Sans frais : 1-877-449-1253
Courriel : ethnoscop@qc.aira.com